



Direction de l'Administration
et des Finances

Dossier suivi par :
Service achats/marchés

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la
refonte du système de climatisation sur
le site de l'Anses à Nancy**

Cahier des clauses administratives particulières

N°34 du 8 septembre 2025

ACRONYMES UTILISES DANS LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Généralités

AE : acte d'engagement

CCAP : cahier des clauses administratives particulières

CCAG-MOE : cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre

CCTP : cahier des clauses techniques particulières

BIM : building information modelling

DCE : dossier de consultation des entreprises

AMO : assistant à maîtrise d'ouvrage

SPS : sécurité et protection de la santé

PGC : plan général de coordination

PC : permis de construire

Missions de la maîtrise d'œuvre

ESQ : études d'esquisse

APS : études d'avant-projet sommaire

APD : études d'avant-projet définitif

AVP : études d'avant-projet

PRO : études de projet

EXE : études d'exécution

DQD : devis quantitatif détaillé

AMT : assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux

DET : direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

OPC : ordonnancement pilotage coordination

AOR : assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

DOE : dossiers des ouvrages exécutés

SSI : systèmes de sécurité incendie

Exécution financière du marché

PEFPT : part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage

EDC : estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet

CPT : coût prévisionnel des travaux arrêté par le maître d'ouvrage après la validation des études d'avant-projet

CMT : coût cumulé des marchés de travaux résultant de la consultation

CTD : coût total définitif des travaux résultant de l'exécution des marchés de travaux

SOMMAIRE

acronymes utilisés dans les documents constitutifs du marché	2
Article 1 – Objet du marché et durée	4
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	4
article 3 – Intervenants dans l’opération	5
Article 4 – Démarrage de la mission	7
Article 5 – Mission de maîtrise d’œuvre	8
Article 6 – Modalités d’exécution du marché	9
Article 7 – Modifications en cours d’exécution du marché	15
Article 8 – Rémunération du maître d’œuvre	16
article 9 – Règlement des comptes du maître d’œuvre	20
Article 10 – Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle	25
article 11 – Assurances	26
article 12 – Modifications affectant les contractants	27
article 13 – Protection des données personnelles	28
article 14 – Différends et résiliation	28
article 15 – Autres dispositions	29
article 16 – Dérogations au CCAG-moe et au CCAG-Travaux	30

CONTEXTE

L'ANSES souhaite réaliser la refonte du système de climatisation du bâtiment Lionnois sur le site de Nancy à l'Anses. Dans ce contexte, l'agence aimerait être accompagné d'une maîtrise d'œuvre afin de réaliser ces travaux d'aménagement.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET DUREE

Article 1.1. – Objet du marché

Le présent marché est un **marché de maîtrise d'œuvre ayant pour objet : « la refonte du système de climatisation du bâtiment Lionnois sur le site de Nancy à l'Anses ».**

Le budget alloué aux travaux est de : 140 000 € HT.

Le présent marché est passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique (article L 2123-1 et R 2123-1 1°) et en application du livre IV (dispositions propres aux marchés publics liées à la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre) de la deuxième partie du code de la commande publique.

L'ouvrage de bâtiment sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la ou aux catégories suivantes :

☐ Construction neuve

☒ Réhabilitation / Réutilisation

Article 1.2. Durée du marché

La durée prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 26 mois (comprenant la garantie de parfait achèvement) à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) dont la version résultant des dernières modifications éventuelles et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cas échéant, ses annexes relatives au pouvoir du mandataire du groupement et à la protection des données personnelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) incluant les annexes suivantes :
 - Le dossier zippé « schéma zone climatisée » contenant 3 documents ;
 - Le dossier zippé « photos » contenant 15 documents ;
 - Le dossier zippé « plans » contenant 4 documents ;
 - Le dossier zippé « Existant Clim LHN » (contenant le dossier « Armoire Emerson » (avec 3 documents) et 11 documents) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE – arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux- arrêté du 30 mars 2021) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci se verrait directement appliquer au marché dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute nouvelle évolution sans modification du coût du contrat.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Du titre IX du livre I^{er} de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- Du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPERATION

Article 3.1 – Conduite d'opération et Titulaire du marché

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage : Anses.

Le titulaire du marché, dénommé dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre", est désigné dans l'acte d'engagement.

Article 3.2 – La maîtrise d'œuvre

Article 3.2.1 – Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 3.2.2 – Cotraitance

Le marché sera conclu :

Soit avec un prestataire unique,

Soit avec des prestataires groupés selon la définition suivante :

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

Dans le cas d'un groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement dans ses obligations de représentation et de coordination et/ou dans la réalisation de ses prestations et/ou si le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement, ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

La mission du mandataire est définie en annexe du CCAP.

Article 3.2.3 – Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE et aux dispositions du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

Ce formulaire est dûment rempli et **signé en original par le titulaire**, (le cas-échéant par le cotraitant), **ET le sous-traitant** non seulement pour la déclaration de sous-traitance, mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition des prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto-liquidation),

- Le **formulaire tiers fournisseur** joint au DCE (*indispensable pour la création du tiers dans l'outil comptable interne*) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile à jour ;
- Un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct** ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - Des qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent ;
 - Ou la liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Article 3.2.4 – Nantissement – cessions de créances

En cas de nantissement ou de cessions de créances, il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux dispositions des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier (ancienne loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 dite loi Dailly).

Article 3.3 - Autres intervenants dans l'opération

Article 3.3.1 – Contrôle technique

Un bureau de contrôle sera désigné ultérieurement.

Article 3.3.2 – Coordination prévention

Aucun Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé ne sera missionné dans le cadre de l'opération. Toutefois, il sera fait appel à un Assistant coordination de la prévention., lequel aura pour mission l'élaboration des plans de prévention et des visites de chantier.

Article 3.3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet pour cette opération.

Article 3.3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délai.

ARTICLE 4 – DEMARRAGE DE LA MISSION

Article 4.1 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études

En sus de ses attributions définies à l'article L2421-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les éventuelles études antérieures, ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- Les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - Les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
 - Les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site ;
- Toute information relative à la protection des données personnelles.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Article 4.2 – Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- D'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- De définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- De définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- De préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- De compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 6.4.3 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Article 5.1 – Mission de base

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et III de l'arrêté du 21 décembre 1993 (précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé) et repris en annexe du présent CCAP.

La mission confiée au maître d'œuvre, titulaire du présent marché, est constituée des éléments suivants :

ELEMENTS DE MISSION :	Audit et études de faisabilité	DIAG
	Etudes d'avant-projet	APD
	Etudes de projet et dossier de consultation des entreprises	PRO/DCE
	Assistance à la passation des marchés de travaux	ACT
	Direction de l'exécution des marchés publics de travaux	DET
	Visa des études d'exécution	VISA
	Assistance pendant les opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR et GPA

Mode de dévolution des travaux :

Conformément à l'article R2432-1 du CCP, le choix définitif du mode de dévolution sera arrêté au plus tard à la réception de l'avant-projet définitif (APD).

Article 5.3 – Missions complémentaires

La mission complémentaire confiée au titulaire est une mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage (OPC).

La mission d'OPC débutera dès la phase PRO et ce jusqu'à la levée des réserves issues de la phase Assistance aux Opérations préalables à la Réception (AOR).

La mission d'OPC aura pour objet :

- L'ordonnancement et la planification du chantier ;
- La coordination du chantier ;
- Le pilotage du chantier depuis le démarrage des travaux jusqu'à la levée des réserves.

L'OPC devra assurer une présence d'au moins 1,5 jours par semaine sur site. En cas d'absence ou d'impossibilité de se déplacer de l'OPC sur site, un des membres du groupement devra assurer la mission d'OPC et se rendre sur site pour s'assurer du bon avancement du chantier.

Article 5.4 – Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Article 6.1 – Communication entre les parties

Article 6.1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 6.1.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
- Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

Article 6.2 – Informations réciproques

Article 6.2.1 – Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

Article 6.2.2 – Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Article 6.2.3 – Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre qui les communique dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Les destinataires disposent de 10 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Article 6.2.4 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Article 6.3 – Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

Article 6.3.1 – Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous format générique lisible sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Etudes de projet	1
Dossier des ouvrages exécutés	1

Article 6.3.2 – Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études fixés à l'acte d'engagement sont définis de la manière suivante :

Eléments de mission	Date de démarrage	Délais d'exécution	Délais de validation MOA
Audit Etudes de faisabilité	A la notification du marché	6 semaines	3 semaines
Etudes d'avant projet	Validation de la phase DIAG	4 semaines	3 semaines

PRO/DCE	Validation de la phase APD	2 semaines	1 semaine
Analyse des offres	Date de remise des offres au MOE	2 semaines	1 semaine
Visas documents EXE	Date de réception des documents	1 semaine	
Vérification des situations mensuelles et du décompte final	Date de réception des documents	2 semaines	
Vérification DOE entreprises	Date de réception des documents	2 semaines	

Article 6.3.3 – Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration du délai de 10 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Article 6.3.4 – Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- Réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant en ait été informé par écrit ou lors d'une réunion. Le maître d'œuvre dispose de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision de rejet motivée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté les observations du maître d'œuvre. En cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché sans complément de rémunération. Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le contrat est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-MOE.

Article 6.4 – Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Article 6.5 – Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Sans objet.

Article 6.6 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

Article 6.6.1 – Réunions de chantier

Conformément à la mission confiée, la direction des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

A ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre organise et dirige des réunions de chantier hebdomadaires jusqu'à la réception des travaux auxquelles peuvent assister les représentants du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre fixe le jour et l'heure des réunions de chantier hebdomadaires. Il en informe le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Une réunion sur deux au moins se tient en la présence de l'architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre. Les autres réunions peuvent être dirigées par un représentant dûment qualifié du maître d'œuvre, agréé par le maître d'ouvrage.

Ces réunions sont complétées par des visites de chantier effectuées par le maître d'œuvre ou par son (ou ses) représentant(s). Ces visites seront fréquentes et inopinées principalement au cours des périodes importantes de la vie du chantier.

Le maître d'œuvre tient un cahier de chantier où sont consignés ses visites et ses constatations, les ordres de service qu'il donne, les conditions climatiques qui jouent un rôle sur le déroulement des travaux, les visites et observations du contrôleur technique, du conducteur d'opération, etc.

Ce cahier est la propriété du maître d'ouvrage à qui il est remis en fin d'opération.

En dehors de ceux définis dans le marché de travaux (et qui sont à la charge de l'entrepreneur), le maître d'œuvre peut prescrire, pour les ouvrages, d'autres essais et contrôles avec l'accord préalable du conducteur d'opération.

Lorsque le maître d'œuvre présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut jusqu'à l'expiration du délai de garantie prescrire, par ordre de service après accord du maître d'ouvrage, les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire exécuter par un tiers, mais les opérations doivent être faites en présence de l'entrepreneur ou celui-ci ayant été dûment convoqué, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux.

Article 6.6.2 – Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- Porte sur la notification des dates des commencements des périodes de préparation et de démarrage des travaux ;
- Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants ;

Par sa mission de « direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est l'interlocuteur principal des entrepreneurs et l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. Il est tenu de faire respecter par toute entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification de son propre fait. Pour mener à bien cette mission, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de tout entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur concerné dans le délai de **7 jours (2 jours en cas d'urgence)**.

La fixation et la prolongation des délais sont prises par ordre de service du maître d'œuvre (article 18 du CCAG-Travaux). Cependant, pour les cas de prolongation ou de report de délais d'exécution prévus à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre propose une solution après avis des entreprises concernées sur l'importance de la prolongation ou du report. Le maître d'ouvrage établit ensuite une décision unilatérale qu'il transmet au maître d'œuvre. Ce dernier la notifie alors par ordre de service aux entreprises concernées.

Le maître d'œuvre adressera au maître d'ouvrage une copie de tout ordre de service notifiant une décision du maître d'ouvrage et de tout acte majeur dans le suivi d'exécution et la gestion financière des marchés de travaux.

Un ordre de service ne peut être contresigné par le maître d'ouvrage.

Article 6.6.3 – Opérations préalables à la réception (OPR)

Le maître d'œuvre a l'obligation de transmettre au chef de projets immobiliers de l'Anses une convocation aux OPR, sous peine de rendre les OPR inopposables.

Article 6.6.4 – Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et **mis à sa disposition sur le portail public de facturation CHORUS PRO**.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire.

Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

Dans ce cadre, le maître d'œuvre, en charge du contrôle des factures liées aux marchés de travaux, est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé, sous peine de ne pas permettre le traitement des factures et d'être tenu pour responsable du non-respect des délais de paiement qui en résulterait.

Le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement par le MOE telle qu'elle est horodatée par Chorus pro. Ainsi, le Maître d'œuvre dispose de 7 jours pour traiter cette demande.

Article 6.6.5 – Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 30 jours à compter de la date de réception du document.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Article 7.1 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- Si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induits par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

Article 7.2 – Modifications pouvant être apportées en cours d'exécution

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- Des circonstances amenant le maître d'ouvrage à modifier les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux indiqués à l'article 6.7 du CCAP ;
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires ;
- D'une prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans l'acte d'engagement dans les conditions définies par l'article 15.3.5 du CCAG-MOE ;
- De la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ;
- De la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise, ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 7.1 alinéa 2 du CCAP.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Article 7.3 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 8.1.2 du CCAP ;
- D'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
 - Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
 - En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- La révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 8.3 du CCAP.

Article 7.4 – Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- **Catégorie 2** : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- **Catégorie 3** : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

ARTICLE 8 – REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

Article 8.1 – Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre, ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

Article 8.1.1 – Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R2112-18 et R2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Le contenu de la mission fixée par le CCAP ;
- Le programme ;
- La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Les délais des études du maître d'œuvre et le délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- La continuité du déroulement de l'opération ;
- Les coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R2194-2, R2194-5, R2194-7 et R2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

Article 8.1.2 – Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux (CPT).

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux, ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 15 jours suivant la validation des études d'avant-projet définitif ou des études d'avant-projet.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

☐ **Rémunération modulée**

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif} = \text{Forfait provisoire} + [(\text{CTA} + \text{CTM}) * (\text{Forfait provisoire} / \text{PEFPT})]$$

☒ **Rémunération proportionnelle**

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif de rémunération} = \text{CPT} \times (\text{Forfait provisoire} / \text{PEFPT})$$

Article 8.2 – Engagements du maître d'œuvre

Article 8.2.1 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à :

☒ 4% [pour une opération de réhabilitation/réutilisation]

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux.

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

☒ [pour une opération de réhabilitation/réutilisation] **Seuil de tolérance** = CPT hors taxes x 1,04

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet, compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 14 du CCAP régissant les différends et les litiges.

Article 8.2.2 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à :

☒ 4% [pour une opération de réhabilitation/réutilisation]

Le coût total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminué des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 7.4.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

☒ [pour une opération de réhabilitation/réutilisation] **Seuil de tolérance** = CMT hors taxes x 1,04

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (CTD - seuil de tolérance) x [2 X (Forfait définitif de rémunération / coût prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 8.3 – Révision des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'acte d'engagement.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 I_m/I_0$$

dans laquelle I₀ et I_m sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Article 8.4 – Pénalités applicables au maître d'œuvre

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG-MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Article 8.4.1 – Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités ci-dessous :

Pénalités	Montant de la pénalité
<ul style="list-style-type: none">Dépassement du délai de remise des documents de l'élément de mission PRO	150 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none">Dépassement du délai de remise des documents du DCE pour l'élément de mission ACT	150 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none">Carence du MOE dans la délivrance des ordres de service	45 € par jour de retard sur la base d'un constat
<ul style="list-style-type: none">Dépassement du délai de remise des documents de l'élément de mission VISA	100 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none">Dépassement du délai de vérification des décomptes mensuels	100 € par jour de retard

<ul style="list-style-type: none"> • Dépassement du délai d'instruction des éventuels mémoires de réclamation 	100 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none"> • Dépassement du délai de remise des documents de l'élément de mission AOR 	150 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none"> • Dépassement du délai de vérification du projet de décompte final 	100 € par jour de retard
<ul style="list-style-type: none"> • Dépassement du délai pour avis sur documents en vue de l'agrément d'une demande de sous-traitance 	50 € par jour de retard

Article 8.4.2 – Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 6.8.4 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 100 € par jour calendaire de retard :

- Pour les projets de décompte mensuels. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable ;
- Pour les projets de décompte final.

Article 8.4.3 – Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 100 € HT par jour calendaire de retard.

Article 8.4.4 – Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par réunion où le retard a été constaté.

En cas de non transmission des comptes rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par compte-rendu non diffusé.

En cas de dépassement du délai défini à l'article 6.8.1 du CCAP pour la diffusion des comptes rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard dans la diffusion.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE

Article 9.1 – Avances

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L2191-2 et R2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, **est une PME** au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **20%** en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE ;
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, **n'est pas une PME** au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **10%** en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Article 9.2 – Facturation électronique et demande de paiement

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D2192-2 du code de la commande publique.

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

Présentation des demandes de paiements : Les factures sont établies sur la base des prix tels que figurent sur l'offre financière du titulaire, en fonction des prestations effectivement réalisées et validées.

Les documents afférents au paiement devront porter, **outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique)**, les indications suivantes :

- Mentions d'identification :
 - Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016) ;
 - Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP) ;
- Éléments concernant la facture :
 - La date d'émission de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- Le **numéro d'engagement** (n°CENG transmis par l'Anses) ;
- Le **numéro du marché** ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées dans chorus, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

Modalités de dépôts des factures :



Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement* sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).

***Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183 ;
- Numéro d'engagement : le **numéro de la CENG communiqué par l'Anses** (pour les marchés forfaitaires) ;
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON ;**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Article 9.3 – Acomptes

9.3.1 - Rémunération des éléments et missions complémentaires

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de la mission sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, lors du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD, à un réajustement du montant.

Les prestations, objets des missions complémentaires, peuvent donner lieu à des acomptes mensuels sur demande du titulaire au prorata de l'avancement des travaux.

9.3.2 Echancier des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

Phase PRO de la mission de base

Les prestations incluses dans ces éléments font l'objet d'un règlement dont la fréquence et le pourcentage par rapport au montant de la phase sont les suivants :

- 60% à la remise du dossier ;
- 40 % à la validation de la phase par le MOA.

Phase ACT de la mission de base

- 60% à la remise des éléments du RAO produit par le maître d'œuvre ;
- 40% après notification aux entreprises par le maître d'ouvrage des marchés de travaux.

Phase VISA de la mission de base

La fréquence des règlements échelonnés dans le temps de la mission VISA se fera en fonction de l'avancement.

Phases DET et AOR de la mission de base

Les prestations incluses dans les éléments de mission DET et AOR sont réglées comme suit :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	85% en fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acompte mensuel ; 15% à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles de toutes les entreprises.
Assistance aux opérations de réception (AOR)	40% à la fin des OPR sur remise au MOA des PV d'OPR et la proposition du MOE au MOA. 40% à l'issue du prononcé de la réception sans réserve ou à l'achèvement des levées de réserves. 20% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG- travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG.

Les acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique et indique successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études, calculées conformément à l'article 8.4 du présent CCAP.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) La différence entre le montant du décompte périodique P et le montant du décompte précédent ;
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- 3) L'incidence de la TVA ;
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée, éventuellement, des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Article 9.3.3 – Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

Article 9.4 – Demande de paiement pour solde

Article 9.4.1 – Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le forfait définitif de rémunération ;
- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

Article 9.4.2 – Décompte général rendu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

Article 9.4.3 – Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

Article 9.5 – Délais de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

ARTICLE 10 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Article 10.1 – Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

Article 10.2 – Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

Article 10.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'acte d'engagement.

Article 10.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé, ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

Article 10.2.3 – Exploitation commerciale des résultats

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats, défini à l'article 10.2 du CCAP, ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R2122-3-3° du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Article 11.1 – Assurances du maître d'œuvre

Article 11.1.1 – Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L241-1 et suivants du code des assurances.

Article 11.1.2 – Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Article 11.2 – Assurances du maître d'ouvrage

☐ Garantie tous risques chantier


Le maître d'ouvrage souscrit à ses frais, au profit de l'ensemble des intervenants, une police tous risques chantier dont l'objet est de garantir notamment les dommages matériels accidentels en cours de travaux.

La franchise imputable en cas de sinistre engageant la responsabilité du maître d'œuvre ne peut être supérieure à celle prévue au contrat d'assurance de responsabilité souscrit par lui.

☐ Garantie dommages ouvrages

Le maître d'ouvrage souscrit une police dommages ouvrage (DO), dont l'objet est de garantir en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Lorsque les travaux seront réalisés en présence d'existants, non totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, le maître d'ouvrage pourra souscrire la garantie facultative des existants non soumis.

 Contrat d'assurance collectif de responsabilité décennale pour les opérations dont le coût est supérieur à 15 millions d'euros HT et hors honoraires [Si le montant prévisionnel de la rémunération des prestataires intellectuels dont le maître d'œuvre et du coût des travaux est supérieur à 15 millions d'euros HT]

Le maître d'ouvrage s'engage à souscrire ou à faire souscrire pour le compte des constructeurs tels que définis à l'article 1792-1 du code civil, un contrat collectif de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage ou à un montant de 150 millions d'euros si le coût de l'ouvrage est supérieur à 150 millions d'euros.

Cette police de responsabilité décennale, de seconde ligne, aura pour seuil de déclenchement le plafond de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale, sans pouvoir pour le maître d'œuvre être supérieur à 3 millions d'euros par sinistre.

Le maître d'œuvre s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel il donne mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L. 112-1 du code des assurances qui prévoit que l'assurance peut être contractée en vertu d'un mandat général ou spécial ou même sans mandat, pour le compte d'une personne déterminée.

Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

La prime relative à ce contrat sera prise en charge par le maître de l'ouvrage s'il le souscrit lui-même.

Article 11.3 – Stipulations communes

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale du maître d'œuvre, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

Article 12.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que

cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

Article 12.2 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-MOE

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement, ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Article 12.3 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- Soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- Soit un sous-traitant ;
- Soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire, pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 14.4 du CCAP.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 14 – DIFFERENDS ET RESILIATION

Article 14.1 – Formalisme des réclamations

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

Article 14.2 – Règlement amiable des différends

En application de l'article 35.4 du CCAG-MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L2197-5 du code civil.

Article 14.3 – Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-MOE.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

Article 14.4 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 5% de la partie résiliée du marché, en référence à l'article 31 du CCAG-MOE.

Article 14.5 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

ARTICLE 15 – AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance, l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG-TRAVAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 8.4.1	Article 16.2.3
Article 9.3.1	Article 11.7.2

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 6.8.3	Article 12.1.8